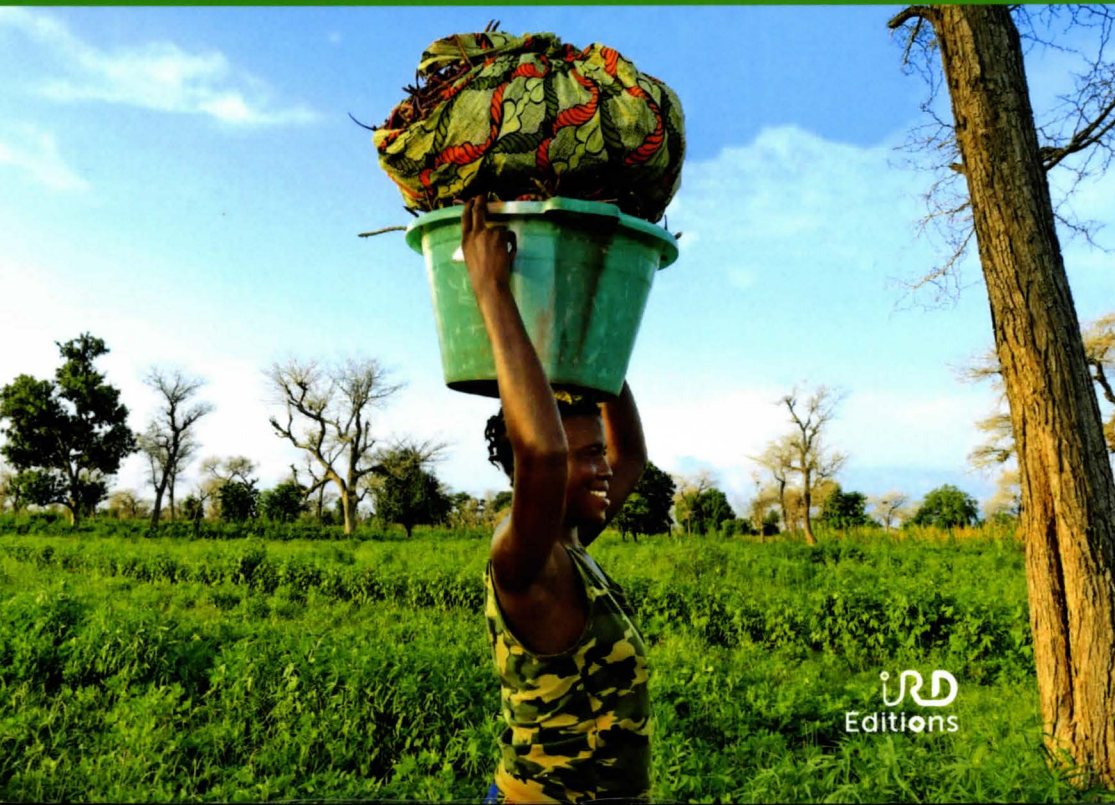


Sous la direction de

B. Sultan, A. Y. Bossa,
S. Salack, M. Sanon

Risques climatiques et agriculture en Afrique de l'Ouest



Les défis de l'organisation des producteurs de bas-fonds aménagés et de l'insertion dans une filière riz (Province du Ioba, Burkina Faso)

Jean-Louis FUSILLIER,
 Mariam Myriam DAMA BALIMA,
 Sandrine TRAORÉ

Introduction

Les bas-fonds et petites plaines inondables bordant des cours d'eau saisonniers constituent, dans les régions soudano-sahéliennes soumises à une grande variabilité climatique, un milieu de plus en plus attractif pour l'agriculture car il concentre les ressources en eau et les sols y sont plus fertiles (WINDMEIJER *et al.*, 2002). Dans les années 1970 et 1980, l'apparition des grandes sécheresses a conduit à une attention particulière pour la mise en valeur de ces zones plus humides. De nombreux projets d'aménagement des bas-fonds ont alors été lancés afin de sécuriser des cultures vivrières face aux aléas climatiques (JAMIN, 1998). Dans les années 2000, les bas-fonds ont fait l'objet d'un intérêt renouvelé pour développer une riziculture plus intensive et réduire ainsi la dépendance à l'égard des importations. En effet, le riz est devenu au Burkina Faso un aliment de base dans les villes dont les trois quarts de l'approvisionnement sont assurés par les importations. La crise sur le marché international du riz de 2008 a souligné la vulnérabilité de l'approvisionnement des villes et la nécessité de développer une production locale pour la sécurité alimentaire. Dans le même temps, le dynamisme du marché domestique du riz fait de cette culture une opportunité économique d'intérêt pour des producteurs agricoles souvent en manque de débouchés solvables et sécurisés. Le riz est ainsi devenu également un levier de développement rural. Compte tenu des potentialités limitées du pays pour le développement de la grande irrigation en plaine alluviale ou de la riziculture pluviale, l'aménagement des bas-fonds constitue une composante majeure de la politique publique de promotion de la riziculture. Des années 1970 à 2015, les

projets d'aménagement de bas-fonds ont touché au Burkina une surface d'environ 40 000 ha (FAO, 2016), ce qui représente plus de deux fois la surface aménagée pour la riziculture irriguée en maîtrise totale de l'eau.

Les aménagements de bas-fonds mis en œuvre par des projets étatiques ou des ONG consistent à réaliser des ouvrages hydrauliques sommaires, principalement des diguettes en courbes de niveau, en terre ou enrochées. Les projets s'adressent à des collectifs, généralement à une échelle villageoise. Ils comportent donc également un volet d'organisation des producteurs bénéficiaires qui doivent se structurer en groupement afin d'assurer l'interface avec l'opérateur aménageur et de gérer ultérieurement l'aménagement et d'éventuels services pour l'approvisionnement en intrants ou la collecte des produits.

Ce chapitre analyse les conditions de mise en place et de fonctionnement des groupements de producteurs de bas-fonds rizicoles aménagés dans la province du Ioba dans la région Sud-Ouest. Cette province, richement dotée en bas-fonds, a reçu près d'une centaine de projets d'aménagements avec divers opérateurs des années 2000 à 2016. Elle est également le siège de deux opérateurs riziers qui souhaitent développer une filière riz intégrée basée sur une association avec des « groupements bas-fonds » selon un modèle de type coopératif. Dans quelle mesure ces formes d'organisation en groupements, issues d'initiatives externes, projets étatiques ou ONG, peuvent-elles être appropriées par les communautés villageoises ? Sur quels services peuvent-elles durablement se positionner ? Quelles sont leurs perspectives d'insertion comme acteurs de base d'une filière riz intégrée ? On discutera ici de ces questions majeures pour l'accompagnement des projets d'aménagement de bas-fonds.

Cadre d'analyse : gouvernance des biens communs et des chaînes de valeur

Les projets d'aménagement hydraulique basés sur des petites unités familiales, que ce soit en grand périmètre irrigué public ou petit périmètre villageois, y compris à maîtrise partielle de l'eau comme dans les bas-fonds, accordent depuis longtemps, avec les principes de transfert de gestion aux usagers, une place importante à l'organisation collective des producteurs (KUPER *et al.*, 2009). Les modalités de ces actions collectives peuvent être analysées selon deux cadres conceptuels. Celui de la gestion des biens communs (OSTROM, 1992), appliqué en particulier à l'irrigation, traite des règles et arrangements formels ou informels de gestion collective. L'injonction faite aux groupements de producteurs de s'insérer dans les filières de production, du riz en l'occurrence, nous conduit à compléter le cadre d'Ostrom par une approche économique. On utilisera à cette fin le cadre de la gouvernance des

chaînes de valeur (PORTER, 1982 ; GEREFFI *et al.*, , 2005), ou filières de production. Ce dernier s'intéresse aux liens entre le pilotage de la fourniture d'un produit, notamment sa qualité, et la distribution des compétences et de la valeur ajoutée au sein d'une filière. Ce cadre apparaît pleinement approprié à notre objet d'étude, car au-delà de l'organisation interne des groupements de producteurs, c'est leur relation aux opérateurs amont (aménageurs, services d'encadrement) et aval (transformateurs riziers) qui nous intéresse. En effet, les projets visent aussi une vocation économique des groupements de producteurs de bas-fonds, appelés à devenir des coopératives de base pour fournir une filière riz régionale structurée autour de riziers intégrateurs. L'avantage attendu d'un schéma de filière riz intégrée basée sur des coopératives de producteurs est de structurer des producteurs de petite taille et dispersés pour réduire les coûts de transaction de la collecte et des services d'approvisionnement en intrants. Un processus d'« upgrading » des producteurs (HUMPHREY, 2004) est ainsi attendu d'une contractualisation donnant un accès aux intrants et revalorisant le produit par une démarche qualité.

Suivant ce cadre de la gouvernance des communs et des chaînes de valeur, l'étude a donc porté sur : (1) la structure et les principes de fonctionnement des groupements ; (2) leur fonctionnement concret d'après les règles appliquées et les réalisations accomplies durant les deux campagnes 2017 et 2018 ; (3) les relations avec leur environnement : opérateur de filière intégrateur et autres services d'appui ou tutelle (DPA) ; (4) les perceptions de membres des bureaux et membres de base sur l'intérêt du groupement, les contraintes et perspectives d'évolution.

Caractéristiques structurelles des groupements de bas-fonds aménagés et échantillon enquêté

L'étude est basée sur une enquête auprès d'un échantillon raisonné de 14 groupements de producteurs de bas-fonds aménagés de la province du Ioba. Cette province a vu la réalisation de 82 aménagements de bas-fonds et la constitution d'autant de groupements par des projets étatiques et ONG de 1990 à 2017. La surface aménagée cumulée est de près de 2 000 ha avec environ 7 000 producteurs bénéficiaires (sources : Direction provinciale de l'Agriculture du Ioba 2018 et fondation Dreyer). Dans leur grande majorité, les villages du Ioba ont ainsi été équipés d'un aménagement, et parfois des mêmes sites ont été repris par des aménageurs différents pour une réhabilitation ou reconversion. Avec une surface totale en bas-fonds estimée pour la province à 13 000 ha (4 % du territoire d'après ROBIN, 2017), les aménagements auraient ainsi touché environ 15 % des surfaces de bas-fonds.

Le choix de l'échantillon de groupements/aménagements a été raisonné de façon à couvrir la diversité de situations du Ioba : opérateur de projet, ancienneté de l'aména-

gement, type d'ouvrage, dimension du groupement, affiliation à l'opérateur de filière. L'échantillon a privilégié les groupements considérés comme fonctionnels, sachant que la DPA estime que la majorité des groupements de plus de cinq ans d'ancienneté n'ont plus d'activité réelle. Les caractéristiques structurelles de l'échantillon et sa représentativité sont données dans le tableau suivant :

Tableau 1.
Caractéristiques de l'échantillon et de l'ensemble des groupements de bas-fonds aménagés de la Province du loba.

Source : enquête S.Traoré 2018 (Generia).

Échantillon de groupements* Enquête Generia 2018 n = 14			Total Groupements loba Stats DPA, F. Dreyer N = 83	
	Nombre de groupements	% de la surface aménagée	Nombre de groupements	% de la surface aménagée loba
Surface				
de l'aménagement	< 10 ha	3	10	3 %
	10 à 25 ha	10	34	34 %
	> 25 ha	1	30	63 %
Effectif				
du groupement	< 50 membres	2	16	
	50 à 150	7	29	
	> 150	4	8	
Ancienneté				
de l'aménagement	1990- 99	2	8	9 %
	2000-09	2	20	26 %
	2010-17	9	45	64 %
Aménageur				
	PABSO	2	20	33 %
	PAPSA	3	19	23 %
	PAFR	1	10	14 %
	PRP	1	7	15 %
	Autres État	1	3	8 %
	Fondation Dreyer	3	11	8 %
	Autres ONG	3	5	3 %

Bas-fonds aménagés de Pontieba, Lofing, Danopari Bontiolli, Bavoulé, Kpélegane, Gbagba, Yabogane, Manzour, Mounyoupélé (commune de Dano), Gorgane (commune de Koper), Wahablé, Bankandi, Bisséré, Ganymé (commune d'Oronkoua)

Les bas-fonds aménagés du loba se caractérisent par une grande dispersion des producteurs. D'une part, les sites aménagés sont de dimension modeste, en moyenne une vingtaine d'hectares par site (entre 5 et 40 ha). D'autre part, les parcelles attribuées ont une faible superficie, avec 10 à 20 ares par producteur. Cette atomisation implique des coûts de transactions plus élevés pour collecter les produits ou fournir les intrants, ce qui devrait accroître l'intérêt d'un regroupement des producteurs.

Les aménagements ont été réalisés par une série de projets publics des années 1990 à 2010. Chaque projet suit un seul concept d'ouvrage, les deux principaux étant les diguettes simples en terre (PAPSA, PRP) et les diguettes en courbes de niveau revêtues avec géotextile et perré et pertuis de vidange (PABSO, PAFR, PDA GIZ). À partir de 2015, un opérateur ONG, la fondation Dreyer, a pris la relève en aménageant des bas-fonds suivant un nouveau schéma technique, celui des casiers avec arroseurs-drains originaire des zones soudano-guinéennes plus arrosées. Le rythme de création d'aménagements dans la province s'est fortement intensifié ces dernières années, il est passé de 50 ha par an dans la décennie 2000 à 150 ha/an depuis 2010. Si les modèles techniques diffèrent selon les projets, les formes d'organisation sont assez similaires, basées sur des groupements d'usagers producteurs, appelés à devenir des coopératives.

Conditions de mise en place des groupements de producteurs

Les bas-fonds de la région Sud-Ouest du Burkina font traditionnellement l'objet de cultures diversifiées sur de petites surfaces en sorgho et maïs précoces, en tabac sur des buttes ou en bas de versant et en riz dans les franges basses plus inondées. Des petits aménagements tels que des buttes, fossés, mares, puisards, murs de jardins sont réalisés par les paysans, il s'agit essentiellement d'ouvrages individuels gérés par la famille exploitant la parcelle. Ce sont donc les projets portés par l'État ou des ONG qui ont développé des aménagements collectifs d'envergure dans les bas-fonds. Une vocation culturale des terres aménagées est généralement affirmée dans les projets : il s'agit d'abord du riz pour les aménagements en casiers, culture considérée par l'État comme d'intérêt stratégique. Le maraîchage est également promu dans des petits périmètres avec une vocation plus sociale de développement local, notamment pour les femmes et les jeunes.

Les projets d'aménagement s'adressent à des collectifs au niveau généralement du village, la constitution d'un groupement d'usagers étant un préalable à leur intervention. Le regroupement est exigé pour la réalisation des ouvrages et la gestion du foncier aménagé, ainsi que pour faciliter l'organisation des actions d'accompagnement comme la formation et l'approvisionnement en intrants. Mais l'organisation de la production de riz ou du maraîchage au sein de l'aménagement reste dévolue aux individus attributaires des parcelles, qui exploitent donc dans le cadre habituel de leur unité de production familiale.

Si la création des groupements relève essentiellement d'une initiative extérieure, la proposition d'aménagement et de regroupement exprimée par les projets reçoit généralement une forte adhésion des paysans. En effet, bénéficier d'un projet d'aménagement présente plusieurs intérêts. L'intérêt principal attendu (annoncé par les projets) est la revalorisation de terres à bon potentiel mais difficiles à travailler,

sujettes aux inondations. On verra plus loin que cette attente est en fait souvent déçue, car la maîtrise de l'eau apportée demeure très partielle face à la grande variabilité climatique. D'autres avantages à court terme paraissent tout autant – sinon davantage – décisifs. Les projets demandent généralement la participation des bénéficiaires aux travaux de construction, en partie rémunérés (manutention de moellons, creusement de canaux). Le travail rémunéré ainsi fourni au village est attractif, car il intervient en contre-saison, à une période où il y a peu d'opportunité d'activités. Des actions d'appui à la mise en valeur suivent aussi les aménagements durant deux ou trois années, elles fournissent des intrants à crédit et de la formation. Enfin, un autre avantage tient à la redistribution foncière qui accompagne les projets d'aménagement. Les terres aménagées sont en principe purgées des droits fonciers anciens et tous les participants aux travaux de construction, adhérents au groupement, peuvent théoriquement bénéficier d'une parcelle. L'aménagement permet ainsi un accès à la terre à une grande partie des villageois, notamment des catégories dépendantes comme les femmes et les jeunes. Cet enjeu foncier constitue souvent une motivation à entrer dans le groupement.

L'engouement des paysans à rejoindre les groupements pose fréquemment un problème pour l'allocation des parcelles. Les projets ont des normes de dimension des parcelles, généralement une surface de 0,25 ha par producteur, correspondant à un certain objectif de niveau de production et de revenu considéré comme incitatif pour le producteur. Avec un quart d'hectare, une culture de riz à vocation commerciale est envisageable, la production espérée peut atteindre 1 tonne de paddy par producteur, soit un surplus à vendre d'environ 0,7 t apportant une rémunération brute de 100 000 FCFA. Un excès d'adhérents au groupement par rapport à la surface disponible entraîne alors un morcellement des parcelles qui ne permet plus d'atteindre ces objectifs. Dans notre échantillon, la moyenne des parcelles allouées est de 0,15 ha par producteur au lieu des 0,25 ha prévus. Cette insuffisance de taille des parcelles motive souvent des extensions d'aménagements, pas toujours bien raisonnées sur des critères d'aptitude des terres, ce qui peut conduire à toucher des zones moins favorables à la riziculture.

Des principes formels d'organisation et de missions des groupements inadaptés

Les groupements sont constitués des producteurs attributaires de parcelles qui ont participé aux travaux de construction de l'aménagement. L'adhésion est donc liée au foncier, tout détenteur d'une parcelle dans l'aménagement devient membre du groupement et en a même l'obligation. Ainsi ces groupements, de par leur constitution et objet initial, s'apparentent d'abord à une forme de syndicat d'usagers plutôt qu'à des coopératives au sens traditionnel où prévaut un principe de libre adhésion (PEDROZO, 1995). Il s'agit d'une transposition aux bas-fonds du modèle issu d'organisations

d'usagers des périmètres irrigués publics. Cependant, on constate une hybridation des groupements de bas-fonds avec le modèle des coopératives d'approvisionnement/collecte spécialisées, en l'occurrence dédiées à la production de riz. Cette orientation est promue par des opérateurs riziers qui souhaitent développer des stratégies d'intégration de filière, et peuvent s'adosser à des projets traitant des organisations paysannes tel que le ProCIV (Projet Centre d'Innovation Verte) dans le Sud-Ouest.

Les groupements sont structurés en comités chargés de mettre en œuvre les diverses missions dévolues qui combinent donc des activités de gestion d'aménagements et d'intermédiation pour l'approvisionnement d'une filière riz. Dans notre échantillon de groupements, l'organisation proposée par les projets est basée sur cinq comités : trois comités de direction et contrôle (comité de gestion qui réunit président, secrétaire et trésorier, comité de surveillance et comité des sages) et deux comités opérationnels : le comité « irrigation » qui gère les aménagements, la redevance, la coordination du calendrier de culture ; et le comité « crédit-intrants » qui gère l'approvisionnement en intrants mais également le groupage du paddy pour le recouvrement des crédits aux intrants.

L'ambiguïté sur la fonction des aménagements transparaît dans la dénomination du comité « irrigation ». Les aménagements de bas-fonds ne permettent pas une maîtrise totale de l'eau, ils visent à mieux répartir l'eau, à drainer, mais en aucun cas à garantir une irrigation. On a là une source de malentendus avec les producteurs, qui vont considérer comme défaillance de l'aménagement un fonctionnement normal contraint par des capacités limitées pour faire face aux inévitables aléas hydrologiques. Ces déceptions peuvent être à l'origine du désengagement des producteurs vis-à-vis du groupement.

La fonction d'approvisionnement à crédit des intrants et de collecte comprend deux composantes : d'une part, une logistique pour la prise de commande, la distribution des intrants, le groupage du paddy ; d'autre part, une composante comptable et financière pour gérer les comptes des membres tributaires et les mouvements d'argent associés. Cette dernière est complexe et apparaît très lourde à assumer directement pour des producteurs peu enclins aux tâches administratives, et largement occupés dans des activités très diversifiées, agricoles et autres. Le grand nombre de membres tributaires, souvent plus d'une centaine, accroît la charge de travail de cette gestion des intrants et produits. De plus, le fait de dédier cette gestion à la seule production de riz qui occupe une place très secondaire dans les exploitations pose question.

La délégation de cette gestion administrative à un prestataire de service apparaît la solution incontournable. De fait, ces tâches sont d'abord assurées par les projets lors des premières années d'accompagnement, mais on doit s'interroger sur la capacité de l'activité rizicole du groupement à dégager des moyens pour rémunérer des services d'appui. La faible dimension économique des groupements constitue un handicap. En moyenne, on peut estimer le potentiel économique du surplus commercialisable d'un groupement moyen du Ioba à 50 t de paddy (20 ha x 2,5 t/ha commercialisé), ce qui représente un chiffre d'affaires de 7,5 millions de FCFA.

Les opérateurs de filières peuvent-ils être une voie de recours pour fournir ces services ?

Une tentative d'intégration des producteurs dans une filière riz à base contractuelle

La province du Ioba ne constitue pas un bassin de production rizicole majeur au Burkina ; cependant, à la faveur des nombreux projets d'aménagement de bas-fonds, la riziculture s'est fortement développée et deux acteurs se sont positionnés comme opérateurs structurants d'une filière rizicole régionale, la fondation Dreyer à Dano et la Copsac à Founzan. Ces opérateurs contrôlent trois facteurs stratégiques pour piloter la filière : l'unité de décortiquage (de type mini-rizerie), des moyens logistiques (véhicules de transport pour la fondation Dreyer, magasins de stockage dans les villages pour la Copsac) et un fonds de roulement permettant le financement des campagnes (fourniture d'intrants et achat du paddy).

Deux stratégies différentes sont suivies par ces opérateurs. La fondation Dreyer est engagée dans une stratégie d'intégration de la filière riz et intervient sur les divers maillons (aménagement des bas-fonds, services d'approvisionnement en intrants, formation-conseil aux producteurs, collecte et transformation). L'organisation en filière intégrée est basée ici sur une spécialisation dans la seule production de riz et sur une relation contractuelle à moyen terme (5 ans) entre l'opérateur « intégrateur » (rizier et fournisseur d'intrants) et le groupement de producteurs. L'intégrateur s'engage à fournir les intrants (semences, engrais), éventuellement à crédit, et à collecter la production de paddy à un prix fixé (150 FCFA /kg). Le groupement s'engage à suivre un cahier des charges de production (imposant la variété de riz), à coordonner les distributions d'intrants et récoltes des membres, et à livrer une part fixée de la production globale de l'aménagement. Le bas-fond aménagé est considéré en tant qu'appareil de production du riz à la base de cette filière intégrée.

Une autre stratégie, suivie par la Copsac, est la fourniture de services multiples en stockage, warrantage (crédit adossé à la mise en garantie d'un stock), fournitures d'intrants, collecte et transformation pour un ensemble de productions diversifiées, en l'occurrence les grains stockables (céréales, oléagineux et légumineuses). La relation nouée avec les producteurs ne s'établit pas de façon privilégiée autour de l'aménagement de bas-fond mais autour du magasin de stockage du village, qui constitue l'équipement structurant. Le groupement des producteurs du bas-fond constitue alors un partenaire non exclusif ; la gestion du magasin et des services associés donne souvent lieu à un regroupement de producteurs dans un périmètre plus large que le bas-fond. La relation entre le groupement « bas-fond » et l'opérateur prestataire de services s'établit sur une base commerciale classique de type vente « spot » ou ne concerne qu'une petite fraction de la production de riz engagée dans le système du warrantage (peu intéressant pour le riz, car ses variations saisonnières de prix sont faibles).

La stratégie d'intégration dans une filière spécialisée offre l'intérêt de permettre une certaine sécurisation des transactions, pour l'approvisionnement du rizier et le débouché du producteur. Cependant, elle bute sur deux écueils majeurs dans le contexte de production de riz du Ioba.

D'abord, les contrats d'intégration sont passés par des groupements qui ont, en fait, très peu de prise sur leurs membres de base, donc sur la production. L'engagement des membres lors de la constitution du groupement concerne la participation aux travaux d'aménagement, la mise en culture de la parcelle, mais pas la conduite des façons culturales ni la destination des récoltes. L'engagement du producteur dans un contrat d'approvisionnement en intrants contre livraison de paddy est généralement pris sur du court terme et ne concerne qu'une minorité de producteurs. Pour l'un des plus anciens groupements de la fondation Dreyer, celui de Lofing, considéré à l'origine comme un modèle, on note en 2018 – soit 5 ans après sa création – que moins de 20 % des producteurs sont passés par la filière intégrée (groupement et fondation) pour s'approvisionner en intrants ou commercialiser leur paddy (le volume total livré n'étant que de 7,5 t pour un aménagement de 20 ha).

Ensuite, la dimension des parcelles de bas-fond attribuées par producteur (moins d'un quart d'hectare) apparaît trop faible pour constituer un enjeu économique susceptible de motiver les producteurs à s'investir dans leur groupement, en assurer la gestion et s'intégrer dans une filière spécialisée. Le riz de bas-fond a une double vocation d'autoconsommation et de vente, mais le surplus commercialisable dépasse rarement la moitié de la production. Ainsi, le riz de bas-fond ne représente généralement que moins de 10 % des revenus monétaires des exploitations (DORÉ, 2017).

Le niveau d'activité des groupements constaté durant ces deux dernières campagnes révèle cette grande fragilité des groupements.

Le fonctionnement des groupements en 2017 et 2018

Les activités de 8 groupements de l'échantillon ont fait l'objet d'un suivi, détaillant le niveau de réalisation en 2017 et 2018 de leurs principales missions (tabl. 2). Il en ressort une forte dépendance des groupements à l'égard des projets ou des opérateurs riziers et un faible engagement des membres de base.

Trois situations doivent être distinguées selon l'ancienneté du groupement et l'appui reçu : (1) les groupements en phase de lancement, appuyés par un projet d'aménagement ; (2) ceux de plus de trois ans, en phase post-aménagement, engagés auprès d'un opérateur de filière ; (3) ceux post-aménagement sans engagement dans une filière et sans autre appui que les services de vulgarisation agricole ordinaires.

Les missions accomplies par les groupements au cours des deux dernières campagnes sont globalement très modestes et révèlent une faible capacité d'initiative du groupement ou de mobilisation des adhérents. Les groupements appuyés par les projets pour les nouveaux aménagements, ou par un opérateur de filière, interviennent dans la logistique d'approvisionnement en intrants et de collecte du paddy pour un volume globalement faible. Et ces volumes traités vont généralement en diminuant au fil du

Tableau 2.

Activités réalisées par les groupements de bas-fonds aménagés en 2017 et 2018.

Source : Enquête S. Traoré, Generia, 2018.

	Phase	Nouveau groupement appui projet n = 3	Groupement post-projet appui contrat filière n = 2		Groupement post-projet sans contrat n = 3
Missions		Kpélégane-Bavoulé 2015, Manzour 2017, Mouyoupélé 2016	Lofing 2013, Danopari-Bontiouri 2012		Ganymé 2013, Bisserké 2016, Yabogane 2015
Entretien de l'aménagement	2017 2018	sans objet	seulement Lofing Aucun		aucun quelques réparations pour 2 groupements/3
Gestion de la redevance	2018	néant	seulement Danopari		néant
		3 groupements	Lofing	Danopari	3 groupements
Approv. semences tonnage/groupemt	2017 2018	0,25 à 0,35 t 0 à 0,7 t	0,6 t 0,7 t	0,14 t 0,14 t	0 à 0,2 t 0 à 0,1 t
Approv. engrais tonnage/groupemt	2017 2018	1 à 2 t 1 à 5 t	2,6 t 1 t	1 t 1,6 t	0 0,6 à 1,5 t
Collecte paddy tonnage/groupemt	2017 2018	0 à 16 t 0 à 22 t	16 t 10 t	3,3 t 3 t	0 0
Formation- conseil	2018	Technique culturale riz, gestion de l'eau	Règles de fonctionnement des coopératives & contrats		Néant

temps après l'aménagement. Cette activité se concentre sur une minorité des adhérents (moins de 1/5^e à Lofing après 5 ans) malgré les contrats d'engagement avec l'opérateur de filière. Ainsi, on constate un processus de sélection des membres qui restent actifs dans le groupement.

Dans les groupements ne bénéficiant d'aucun d'appui en dehors de l'action de la DPA (distribution de quantités d'intrants subventionnés très rationnées), les activités se limitent à quelques actions de maintenance de l'aménagement. Une certaine capacité d'organisation se manifeste pour des actions ponctuelles comme des réparations, reposant sur une mobilisation en travail sans engendrer de dépenses monétaires. On comprend dans ces conditions que les membres des groupements peuvent se contenter d'un fonctionnement informel. La très faible participation aux réunions de formation et de sensibilisation au règlement des coopératives (application de la loi OHADA) illustre le désintérêt des producteurs pour des structures formelles régies par des procédures bureaucratiques. Notamment, le système de paiement de redevances annuelles au groupement est quasi unanimement rejeté. Pour l'ensemble de la province du Ioba,

aucun groupement bas-fond ne dispose encore du fonds de roulement constitué lors de l'aménagement, après 5 ans d'existence (source : comm. pers., DPA du Ioba). Ce constat de faible fonctionnalité des groupements n'est pas spécifique aux producteurs des bas-fonds rizicoles ; l'étude d'ONATE (2012) conclut également que pour l'ensemble du Burkina « la plupart des organisations de producteurs (hors coton) n'ont pas été en mesure de développer des services économiques importants à leurs membres ».

Conclusion

La mise en place des groupements de producteurs par les projets d'aménagement de bas-fonds rizicoles répond à deux logiques qui apparaissent difficiles à concilier. Les projets affirment une vocation sociale et de développement local en ouvrant la distribution des terres à l'ensemble de la population villageoise pourvu qu'elle participe aux travaux. Ce mode d'intervention présente l'intérêt pour l'État de réduire la charge des aménagements en faisant contribuer en nature les bénéficiaires. Il permet également à des populations défavorisées d'obtenir un accès aux terres de bas-fond. Mais il conduit généralement à un morcellement élevé des terres qui ne permet pas aux producteurs d'atteindre une taille suffisante pour dégager des surplus importants et être sensibles aux incitations économiques. Les groupements doivent alors gérer une grande masse de petits adhérents dont la parcelle de riz de bas-fond, très secondaire dans leur exploitation, est orientée vers l'autoconsommation.

Par ailleurs, les projets visent aussi un objectif économique d'approvisionnement du pays en riz dans des conditions compétitives par rapport au riz importé. Les groupements sont appelés à jouer un rôle d'intermédiation pour réduire les coûts de transactions entre producteurs et riziers et accroître la valorisation du produit pour les producteurs. Ils doivent également contribuer à une intensification de la culture en assurant un relais pour la fourniture d'intrants. Pour s'intégrer dans une filière riz structurée avec accès aux intrants subventionnés et relations contractuelles, les groupements devraient adopter un statut de coopérative. L'expérience du Ioba montre que l'accès à un tel statut, avec ses règles de fonctionnement contraignantes, suppose le recours à un prestataire de services pour assurer les fonctions comptables et financières. Aucun des groupements enquêtés n'était en mesure d'être autonome pour de telles fonctions. Un processus de sélection des participants au groupement va également s'établir, car l'enquête montre que seule une minorité de producteurs est prête à s'engager dans un groupement formel comme une coopérative, avec ses obligations financières de versement de parts sociales et cotisations annuelles. Des opérateurs riziers tels que la fondation Dreyer dans le Ioba apparaissent prêts à assumer la fonction d'intégrateur de filière en fournissant les services aux groupements inscrits dans une logique de coopérative spécialisée en riz. Mais se pose alors la question du devenir des attributaires de parcelles du bas-fond qui n'adhéreraient pas à la coopérative riz. Une évolution possible paraît la dissociation des groupements de producteurs

de bas-fonds en deux entités : l'une structurée autour de l'aménagement et de sa maintenance avec l'ensemble des attributaires initiaux, et une seconde engagée dans la filière riz. Il conviendrait d'évaluer les effets sociaux d'une telle évolution vers des groupements à deux vitesses. L'incitation à la production de riz encouragée par l'intégrateur peut conduire à une reprise du foncier par les membres les plus actifs du groupement engagés dans la filière riz. Mais il reste à savoir dans quelle mesure une telle dynamique de concentration du foncier est socialement acceptable.

Références

DORÉ A., 2017

Gérer les nouveaux risques dans les bas-fonds soudaniens (Dano, Burkina Faso).
Mémoire d'Ingénieur, option RESAD,
Montpellier SupAgro, 84 p.

FAO, 2016

Les impacts sociaux et économiques de l'aménagement de trois bas-fonds rizicoles dans la région Nord au Burkina Faso.
48 p.

GEREFFI G., HUMPHREY J.,

STURGEON T., 2005

The governance of global value chains. Review of international political economy,
12 (1) : 78-104.

HUMPHREY J., 2004

Upgrading in global value chains. Working Paper n°28,
International Labor Office, Geneva, 41 p.

JAMIN J. Y., 1998

Un outil d'aide à la décision pour la mise en valeur des bas-fonds.
Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf),
Action n° 9, octobre-décembre.

KUPER M., ERRAHJ M., FAYSSE N., CARON P., DJEBBARA M., KEMMOUN H., 2009

Autonomie et dépendance des irrigants en grande hydraulique : observations de l'action organisée au Maroc et en Algérie.
Natures Sciences Sociétés, 17 : 248-256.

ONATE S., 2012

Les organisations de producteurs en Afrique de l'Ouest et du Centre : attentes fortes, dures réalités, le cas du Burkina Faso.
Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), 135 p.

OSTROM E., 1992

Crafting Institutions for Self-Governing Irrigation Systems.
San Francisco, Institute for Contemporary Studies.

PEDROZO E. A., 1995

Cadre conceptuel pour le management des Coopératives agricoles : l'Économie des conventions, la systémique et la complexité.
Thèse de Doctorat, Institut national polytechnique de Lorraine.

PORTER M., 1982

Choix stratégiques et concurrence.
Paris, Economica, 426 p.

WINDMEIJER P. N., DUGUÉ M. J., JAMIN J. Y., VAN DE GIESEN N. (éd.), 2002

Présentation des caractéristiques hydrologiques de la mise en valeur des bas-fonds.
Bouaké, ADRAO, 64 p.
Atelier scientifique du consortium bas-fonds, 2, 1997-06, Bouaké (Côte d'Ivoire).